

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2015

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2015

Redaction

02/12/2015

Ce panorama sur les dix premiers mois de l'année en cours (JO du 1er janvier au 1er novembre 2015) est consacré aux textes publiés présentant un intérêt particulier pour l'exercice des professions juridiques et judiciaires.



Parmi les textes publiés depuis le 1er janvier 2015, on signalera en raison de leur importance ou de leur intérêt pour l'exercice des **professions juridiques et judiciaires**, les suivants :

- Ordonnance n° 2015-45 du 23 janvier 2015 et Ordonnance n° 2015-401 du 9 avril 2015 relatives au régime du stationnement payant (commission du contentieux du stationnement payant et à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement) et décrets n° 2015-557 du 20 mai 2015 et n° 2015-646 du 10 juin 2015 et n° 2015-646 du 10 juin 2015 pris pour leur application

- Loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques

- Décret n° 2015-146 du 10 février 2015 relatif à la dématérialisation des échanges avec les juridictions financières (et arrêté d'application du 8 septembre 2015)

- Décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial

- Décret n° 2015-194 du 19 février 2015 relatif au fichier national des interdits de gérer

- Décret n° 2015-233 du 27 février 2015 relatif au Tribunal des conflits et aux questions préjudicielles

- Décret n° 2015-261 du 5 mars 2015 relatif au fonctionnement et à l'organisation des tribunaux maritimes (et arrêté d'application du 11 mars 2015)

- Décret n° 2015-271 du 11 mars 2015 relatif à la rétribution des interventions des avocats au titre de l'aide juridique

Décret n° 2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal

- Ordonnance n° 2015-380 du 2 avril 2015 relative au portage salarial

Décret n° 2015-389 du 3 avril 2015 autorisant les traitements automatisés de données à caractère personnel et les échanges d'informations mis en œuvre par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement de leurs missions en matière de lutte contre les fautes, abus et fraude

- Loi n° 2015-433 du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse

- Décrets n° 2015-593 à n° 2015-634 des 1er à 5 juin 2015 relatifs à certaines commissions administratives à caractère consultatif (ministères de l'économie, justice, agriculture, écologie, éducation, défense, santé, intérieur, culture...),

- Décret n° 2015-654 du 10 juin 2015 relatif à la mise en œuvre de la réforme de la représentativité patronale

- Décrets n° 2015-702 et n° 2015-703 du 19 juin 2015 et arrêté de même date et décret n° 2015-724 du 24 juin 2015 relatifs aux conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce

- Loi n° 2015-714 du 24 juin 2015 tendant à préciser l'infraction de violation de domicile

- Décret n° 2015-741 du 24 juin 2015 relatif à l'interdiction du paiement en espèces de certaines créances

- Décret n° 2015-801 du 1er juillet 2015 modifiant les annexes 7-2 et 7-4 du livre VII du Code de commerce

fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce (et décret n° 2015-906 du 23 juillet 2015 pour l'Alsace-Moselle)

- Décret n° 2015-812 du 3 juillet 2015 modifiant le Code des juridictions financières

- Décret n° 2015-836 du 9 juillet 2015 relatif à la réduction des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme

- Ordonnance n° 2015-900 du 23 juillet 2015 relative aux obligations comptables des commerçants

- Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

- Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

- Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

- Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi

- Décret n° 2015-999 du 17 août 2015 relatif aux procédures judiciaires applicables aux copropriétés en difficulté (et Arrêté du 8 octobre 2015 pris pour son application)

- Décret n° 2015-1009 du 18 août 2015 relatif à la mise en œuvre du portail électronique prévu aux articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce [dans le cadre des procédures collectives] (et Arrêté d'application du 1er octobre 2015)

- Décret n° 2015-1092 du 28 août 2015 relatif aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence (et arrêté du 21 septembre 2015 pris pour son application)

- Règlement général du 10 septembre 2015 de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique [remplaçant le Règlement général du 6 mars 2014]

- Décret n° 2015-1145 du 15 septembre 2015 modifiant le Code de justice administrative

- Ordonnance n° 2015-1207 du 30 septembre 2015 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage

- Loi n° 2015-1267 du 14 octobre 2015 relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre

- Ordonnance n° 2015-1287 du 15 octobre 2015 portant fusion de la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et de la Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires

- Ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques
- Décret n° 2015-1327 du 21 octobre 2015 relatif à la diffusion sur un site internet de condamnations prononcées pour travail illégal
- Décret n° 2015-1359 du 26 octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil
- Décret n° 2015-1384 du 30 octobre 2015 relatif à la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives

La Rédaction Législation.

(comptes twitter : @Redaclegis et @Codes&lois).

Pour aller plus loin sur les questions d'inflation ou d'instabilité normative dans l'actualité :

Contenus LexisNexis

- P. Billet, La simplification du droit dans toute sa complexité : JCP A 2015, 2062
- H. Croze, Loi Macron : grosse ou grande loi : JCP G 2015, Numéro Supplémentaire n° 44, 26 oct. 2015
- M. Guyomar, « Y compris à droit constant, la codification revêt une dimension non seulement formelle mais aussi substantielle » (entretien) : JCP G 2015, act., 1271
- V. Lasserre, Le nouvel ordre juridique - le droit de la gouvernance : LexisNexis, 2015
- B. Mathieu, Une leçon de légistique à appliquer d'urgence - À propos du Rapport Sécurité juridique et initiative économique - Première partie « La législation » : JCP G 2015, act., 684
- F. Peythieux, Autorisation unique et certificat de projet : quelle simplification ? : JCP N 2015, 1130
- J.-H. Robert, Mieux légiférer : Dr. pén. 2015, Repère 1.

Les organismes chargés de la simplification normative : *JCP G Supplément au n° 4, 26 janv. 2015, p. 5*

Sur le web

- Circulaire n° 5817/SG du 12 octobre 2015 (évaluation préalable des normes et qualité du droit)
- Y. Charpenel, La plupart des incriminations ne sont pas appliquées (entretien) : lepoint.fr (15 février 2015)

- J.-D. Combrexelle, La négociation collective, le travail et l'emploi. : Rapport au Premier ministre, 2015 : www.gouvernement.fr

- M. Mekki, De l'inflation législative à l'indigestion notariale ! : <http://actu.dalloz-etudiant.fr> (4 mai 2015)

- N. Molfessis et H. Castries (de), Sécurité juridique et initiative économique (rapport de la commission Sécurité juridique et initiative économique du Club des juristes) : Mare et Martin, 2015 ; <http://www.leclubdesjuristes.com>

- J.-J. Urvoas, Faire la loi, c'est aussi la contrôler (entretien) : www.lopinion.fr (14-sept.-2015)

- C. Vigoureux, « Obésité législative » : un ras-le-bol général : www.lopinion.fr (14 sept.2015)

© LexisNexis SA

Copyright © 2015 LexisNexis. Tous droits réservés.